

5052H7h8/8

81h1

(19h3)

Réinvestiture des membres du Conseil d'Administration

Note 9.11.43

V. D. 8141 : (application) Nouvelle
investiture de M. DEVINAT
(dossier aux archives

Réinvestiture des membres du Conseil d'Administration

9 novembre 1943

REINVESTITURE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1990 : 1990 : 1990 : 1990 : 1990 : 1990 : 1990 : 1990 : 1990 : 1990 : 1990 : 1990

Le 3ème alinéa de l'article 20 du décret-loi du 31 août 1937 est ainsi conçu :

"... Le mandat des membres de la catégorie a) (Représentants de l'Etat) prendra fin lorsqu'ils perdront le titre "à raison duquel ils auront été investis s'ils ne reçoivent "pas une nouvelle investiture".

La question peut se poser de savoir quelle interprétation il convient de donner au mot "titre".

Ce mot peut s'entendre :

- soit, au sens littéral, du titre que porte, dans son Administration propre, le fonctionnaire intéressé, auquel cas son mandat prendrait fin dès que ce titre sera modifié, soit, par exemple, par avancement, soit par mutation même à l'intérieur de la même Administration.

- soit, au sens plus général, de l'Administration dont il est le représentant au sein du Conseil, auquel cas son mandat continuera tant qu'il appartiendra à cette même Administration.

La première interprétation semble devoir être écartée : en effet, ce qu'a voulu le décret-loi c'est que la répartition des sièges entre les différentes Administrations de l'Etat soit toujours celle prévue, ce qui oblige à mettre fin au mandat d'un Administrateur représentant l'Etat lorsqu'il n'a plus le titre de représentant de l'Administration, eu égard auquel il a été nommé.

Au surplus, cette interprétation aboutirait à rendre une nouvelle investiture obligatoire chaque fois qu'un fonctionnaire fait l'objet d'un avancement ou d'une mutation. Pour citer un exemple, le mandat de M. DAYRAS, qui a été nommé Membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. au titre de "Maître des requêtes" au Conseil d'Etat, aurait dû prendre fin lorsqu'il a été nommé "Conseiller d'Etat". Or il n'en a pas été ainsi.

Au contraire, on conçoit qu'une nouvelle investiture soit nécessaire lorsqu'un fonctionnaire change d'Administration, car cela risque de modifier la répartition des sièges prévue. C'est ainsi que M. DEVINAT, qui avait été nommé au titre de "Inspecteur Général de l'Enseignement Technique, Directeur ^{au} Secrétariat d'Etat aux Colonies", a fait l'objet d'une nouvelle investiture lorsqu'il a été nommé "Conseiller-Maître à la Cour des Comptes".

Dans ces conditions, on peut estimer que M. ZAFFREYA qui a été nommé Membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. comme "Directeur de l'Economie Générale au Ministère des Finances" n'a pas à faire l'objet d'une nouvelle investiture du fait qu'il a été nommé "Secrétaire Général pour les affaires économiques" au même Ministère. Il a été nommé au titre de "fonctionnaire relevant du département des finances". Il a conservé ce titre.

9 novembre 1943

REINVESTITURE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le 3ème alinéa de l'article 20 du décret-loi du 31 août 1937 est ainsi conçu :

".... Le mandat des membres de la catégorie a) (Représentants de l'Etat) prendra fin lorsqu'ils perdront le titre à raison duquel ils auront été investis s'ils ne reçoivent pas une nouvelle investiture".

La question peut se poser de savoir quelle interprétation il convient de donner au mot "titre".

Ce mot peut s'entendre :

- soit, au sens littéral, du titre que porte, dans son Administration propre, le fonctionnaire intéressé, auquel cas son mandat prendrait fin dès que ce titre sera modifié, soit, par exemple, par avancement, soit par mutation même à l'intérieur de la même Administration.

- soit, au sens plus général, de l'Administration dont il est le représentant au sein du Conseil, auquel cas son mandat continuera tant qu'il appartiendra à cette même Administration.

La première interprétation semble devoir être écartée : en effet, ce qu'a voulu le décret-loi c'est que la répartition des sièges entre les différentes Administrations de l'Etat soit toujours celle prévue, ce qui oblige à mettre fin au mandat d'un Administrateur représentant l'Etat lorsqu'il n'a plus le titre de représentant de l'Administration, eu égard auquel il a été nommé.

.....

Au surplus, cette interprétation aboutirait à rendre une nouvelle investiture obligatoire chaque fois qu'un fonctionnaire fait l'objet d'un avancement ou d'une mutation. Pour citer un exemple, le mandat de M. DAYRAS, qui a été nommé Membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. au titre de "Maître des requêtes" au Conseil d'Etat, aurait dû prendre fin lorsqu'il a été nommé "Conseiller d'Etat". Or il n'en a pas été ainsi.

Au contraire, on conçoit qu'une nouvelle investiture soit nécessaire lorsqu'un fonctionnaire change d'Administration, car cela risque de modifier la répartition des sièges prévue. C'est ainsi que ~~xxxxx~~ M. DEVINAT, qui avait été nommé au titre de "Inspecteur Général de l'Enseignement Technique, Directeur du Secrétariat d'Etat aux Colonies", a fait l'objet d'une nouvelle investiture lorsqu'il a été nommé "Conseiller-Maitre à la Cour des Comptes".

Dans ces conditions, on peut estimer que M. ZAFFREYA qui a été nommé Membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. comme "Directeur de l'Economie Générale au Ministère des Finances" n'a pas à faire l'objet d'une nouvelle investiture du fait qu'il a été nommé "Secrétaire Général pour les affaires économiques" au même Ministère. Il a été nommé au titre de "fonctionnaire relevant du département des finances". Il a conservé ce titre.

REINVESTITURE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le 3ème alinéa de l'article 20 du décret-loi du 31 août

1937 est ainsi conçu :

".... Le mandat des membres de la catégorie a) (Représentants de l'Etat) prendra fin lorsqu'ils perdront le titre à raison duquel ils auront été investis s'ils ne reçoivent pas une nouvelle investiture".

La question peut se poser de savoir quelle interprétation il convient de donner au mot "titre".

Ce mot peut s'entendre :

- soit, au sens littéral, du titre que porte, dans son Administration propre, le fonctionnaire intéressé, auquel cas son mandat prendrait fin dès que ce titre sera modifié, soit, par exemple, par avancement, soit par mutation même à l'intérieur de la même Administration.

- soit, au sens plus général, de l'Administration dont il est le représentant au sein du Conseil, auquel cas son mandat continuera tant qu'il appartiendra à cette même Administration.

La première interprétation semble devoir être écartée : en effet, ce qu'a voulu le décret-loi c'est que la répartition des sièges entre les différentes Administrations de l'Etat soit toujours celle prévue, ce qui oblige à mettre fin au mandat d'un Administrateur représentant l'Etat lorsqu'il n'a plus le titre de représentant de l'Administration, eu égard auquel il a été nommé.

Au surplus, cette interprétation aboutirait à rendre une nouvelle investiture obligatoire chaque fois qu'un fonctionnaire fait l'objet d'un avancement ou d'une mutation. Pour citer un exemple, le mandat de M. DAYRAS, qui a été nommé Membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. au titre de "Maitre des requêtes" au Conseil d'Etat, aurait dû prendre fin lorsqu'il a été nommé "Conseiller d'Etat". Or il n'en a pas été ainsi.

Au contraire, on conçoit qu'une nouvelle investiture soit nécessaire lorsqu'un fonctionnaire change d'Administration, car cela risque de modifier la répartition des sièges prévue. C'est ainsi que ~~XXXXXX~~ M. DEVINAT, qui avait été nommé au titre de "Inspecteur Général de l'Enseignement Technique, Directeur du Secrétariat d'Etat aux Colonies", a fait l'objet d'une nouvelle investiture lorsqu'il a été nommé "Conseiller-Maitre à la Cour des Comptes".

Dans ces conditions, on peut estimer que M. ZAFFREYA qui a été nommé Membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. comme "Directeur de l'Economie Générale au Ministère des Finances" n'a pas à faire l'objet d'une nouvelle investiture du fait qu'il a été nommé "Secrétaire Général pour les affaires économiques" au même Ministère. Il a été nommé au titre de "fonctionnaire relevant du département des finances". Il a conservé ce titre.